



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 08/11/2021

Votre annonce n°21-148248 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.
La DILA en qualité d'éditeur officiel se réserve le droit, si nécessaire, de vous la retourner pour compléments ou précisions.
Dans ce cas vous en serez averti immédiatement par voie de messagerie.

Sous cette réserve, la Direction de l'information légale et administrative s'engage à diffuser cette annonce dans les plus brefs délais.



M1 - Formulaire Avis de marché

Aperçu de l'annonce

Avis de marché

Département(s) de publication : 75
Annonce No 21-148248
Services

- Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : CNSMD de Paris.
Correspondant : nadia MESSAOUDI, 209 avenue Jean Jaurès 75019 Pariscourriel : nmessaudi@cnsmdp.fr adresse internet : <http://www.conservatoiredeparis.fr>.
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Objet du marché : le présent marché a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation partielle de l'éclairage pour le Conservatoire de Paris. Le démarrage des travaux est prévu en juillet 2022.

Lieu d'exécution : 209 avenue Jean Jaurès, 75019 Paris.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 15 décembre 2021.

Date prévisionnelle de commencement des travaux : 4 juillet 2022.

Cautionnement et garanties exigés : aucune.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : les paiements dus au titulaire sont réalisés conformément Aux règles de la comptabilité publique notamment du Décret no2012-1246 du 7 novembre 2012. Les paiements s'effectuent par mandat administratif dans un délai De 30 jours à compter de la date de réception de la facture conformément aux articles R2192-10 et R2192-12 du Code et après service fait.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : aucune forme n'est imposée. Le groupement peut être conjoint Ou solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des membres du groupement.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail);
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC 4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
 - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
 - Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays;
 - Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.
- La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 30 novembre 2021, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2021PA12.

Renseignements complémentaires : des visites obligatoires sont prévues au marché p Contacter madame, Julie LACOMME (jlacomme@cnsmdp.fr) pour la prise de rdv. Le marché prévoit des options (clause de réexamen, prestations similaires). La signature électronique est requise pour le présent marché. Les candidats doivent se doter d'un certificat de signature électronique pour signer l'acte D'Engagement, le mémoire technique et l'annexe financière remis dans leurs offres. Le Conservatoire de Paris pourra conduire des négociations avec les candidats Suite à une première analyse des offres. Ces derniers seront contactés dans le cadre des négociations et seront informés des modalités de déroulement de celles-ci.

Le Conservatoire pourra attribuer le marché sans conduire de Négociations, sur la base des offres initiales.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Le DCE est téléchargeable uniquement, gratuitement et en libre accès sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics du Conservatoire: <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Toutes les communications du marché seront faites par le biais de la Plateforme ainsi précisée. Les candidats Doivent obligatoirement s'inscrire pour poser leurs questions, recevoir les réponses et les alertes de modifications effectuées sur le DCE.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

les offres doivent être remises uniquement de manière électronique sur la plateforme acheteur du Conservatoire de Paris : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les Candidats doivent s'assurer de remettre l'ensemble des pièces demandées dans le cadre du marché dans leurs plis.

En cas de multiples dépôts d'offres, seul le dernier pli sera ouvert par le Conservatoire de Paris. Les candidats peuvent également remettre une copie de Sauvegarde dans les délais impartis pour remettre leurs offres.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 8 novembre 2021.

Mots descripteurs : Eclairage public.

Éléments non publiés

Éléments de facturation :

Classe de profil : Autres organismes publics

Siret : 19753495100037

Libellé de la facture : CNSMD de Paris SAGF Bureau du Budget 209 avenue Jean Jaurès 75019 Paris

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 30 novembre 2021

Objet de l'avis : le présent marché a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation partielle de l'éclairage pour le conservatoire de paris. le démarrage des travaux est prévu en juillet 2022.

Nom de l'organisme : CNSMD de Paris

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



ACCR4146364



> Informations légales